



SOCIÉTÉ

# Les annonces tous azimuts de Macron sur l'école agacent les enseignants

Le président de la République veut notamment raccourcir les vacances d'été pour les élèves en difficulté.

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)

**ÉDUCATION** Raccourcissement des vacances scolaires, scolarisation des enfants à 2 ans, bac, voie professionnelle, orientation, échec en premier cycle universitaire... Dans sa longue interview au *Point*, le 24 août, c'est un programme pour l'école, de la maternelle à l'université, qu'Emmanuel Macron a décliné. « *Compte tenu des enjeux, l'éducation fait partie du domaine réservé du président.* » Message limpide du chef de l'État, alors que son nouveau ministre de l'Éducation, Gabriel Attal, s'adressait le lendemain aux recteurs, en amont de la rentrée et de sa première conférence de presse, le lundi 28 août. De quoi couper l'herbe sous le pied du jeune ministre, comme le chef de l'État en a largement pris l'habitude avec son prédécesseur Pap Ndiaye. Alors que les arbitrages sont en cours Rue de Grenelle sur le bac et le positionnement des fameuses « épreuves de spécialités » - organisées en mars, elles ont découragé

l'assiduité des élèves -, le président Macron a implicitement annoncé le changement : « *Nous sommes pragmatiques et on ne peut pas avoir des épreuves si tôt dans l'année.* » La messe est donc dite.

Car c'est à l'opinion publique que le chef de l'État a réservé ses annonces. « *Hors sol* », selon les syndicats, qui ont rencontré en début de semaine un Gabriel Attal attentif au dialogue et tout à l'ouvrage. « *C'est bien simple, de tout ce qu'Emmanuel Macron a dit, il n'a pas été question un seul instant lors de nos échanges avec le ministre* », glisse un syndicaliste.

À commencer par la question du raccourcissement des vacances estivales, sur laquelle le président s'était déjà exprimé en juin, à Marseille, en faisant le lien avec la réduction des inégalités. Ainsi, les élèves qui « *en ont besoin* » pourraient rentrer « *dès le 20 août* » pour « *faire du rattrapage* ». « *La stigmatisation d'un certain type d'élèves, ceux qui ont justement des difficultés*

*avec l'école et que l'on va faire venir 15 jours plus tôt*, dénonce la FSU-SNUipp, le syndicat majoritaire de l'école primaire. *On espère un miracle ? Nous ne sommes pas l'école privée. Nous n'y arriverons pas.* » L'annonce laisse d'autant plus perplexe que les stages de remise à niveau existent depuis des années. Mis en place en 1991 sous le nom d'« école ouverte », le dispositif est revenu sur le devant de la scène avec le Covid et les « vacances apprenantes » de Jean-Michel Blanquer. Appelés désormais « stages de réussite », ils consistent en trois heures quotidiennes, en groupe restreint. Sur la base du volontariat. Un détail de poids, car à en croire les syndicats, élèves et enseignants ne se bousculent pas au portillon. En 2021-2022, ces stages ont mobilisé 15 576 professeurs, au bénéfice de 150 000 écoliers, collégiens ou lycéens (sur un total de plus de 12 millions d'élèves). Au-delà de ces stages, le président souhaite-t-il réduire les vacances sco-





laire et rouvrir ce dossier brûlant, sur lequel les positions des enseignants, des familles et des professionnels du tourisme empêchent toute avancée ? « Il faut changer le rapport au temps (...). Il y a trop de vacances et les journées sont trop chargées », estime-t-il.

« Avancer la rentrée de 15 jours, est-ce vraiment une bonne idée, alors que dans certains départements, il fait plus de 40 °C ? », ironise Jean-Rémi Girard, au Snalc. Il faut arrêter de se focaliser sur les rythmes scolaires alors que l'on n'arrive pas à recruter d'enseignants et que le niveau des élèves en maths est catastrophique. » C'est tout aussi blasé qu'il commente les « annonces » présidentielles sur l'enseignement de l'histoire qui devra être « chronologique ». « Les programmes du primaire et du collège suivent déjà la chronologie. Quant à ceux du lycée, ils ont été revus sous le premier quinquennat Macron, explique-t-il. Les déclarations du président laissent à penser que les programmes sont destructurés, alors que ce n'est pas le cas. Mais elles sont un marqueur de l'école traditionnelle. »

« Un coup de com adressé à un électeur conservateur, réagit de son côté Elisabeth Allain-Moreno, au SE-Unsa. Mais qu'est-ce qui sera réellement mis en œuvre ? », poursuit-elle, dénonçant des « approximations » et une « école fantasmée ». « Tout cela confirme la volonté d'Emmanuel Macron d'occuper une place prépondérante sur le dossier éducation, ajoute Sophie Vénéitay, au Snes, syndicat majoritaire du second degré. Une stratégie politique qui lui permet de toucher une grande partie de l'opinion. »

« Je ne suis pas là pour décrire ce qui ne marche pas, mais j'ai la clé pour qu'on s'en sorte », affirme le président dans cette interview, où il se risque même sur le terrain pédagogique. Pourfendant un « pédagogisme » qui a fait perdre ses « repères » à plusieurs générations, il estime ainsi que l'instruction civique doit « devenir une matière essentielle ». « Chaque semaine, un grand texte fondamental sur nos valeurs sera lu dans chaque classe, puis débattu », a-t-il expliqué. ■

« Compte tenu des enjeux, l'éducation fait partie

## du domaine réservé du président »

EMMANUEL MACRON



RICCARDO MILANI/HANS LUCAS VIA AFP

C'est à l'opinion publique que le président français a réservé ses annonces sur l'école.

